

Actualité Juridique

Actualité • Pratique • Professions

DOSSIER 473

La LOLF : réduire les coûts et améliorer la qualité de la justice

Toute l'équipe de l'AJ Pénal
vous présente ses meilleurs vœux
pour l'année 2007

**Construction sur un site classé :
l'autorisation municipale ne permet
pas d'invoquer l'erreur sur le droit**

**La personne qui soustrait son
dossier à son avocat ne commet
pas nécessairement un vol**

**Vers une meilleure protection
des personnes impliquées au cours
d'une procédure concernant
des tiers**

**Une suspension médicale de peine
suspendue... à l'obtention
d'un hébergement**

Comité de rédaction

Alain Blanc, *Magistrat*

François-Louis Coste, *Magistrat*

Martine Herzog-Evans, *Professeur à*

l'Université de Reims

Annie Kensey-Boudadi, *Socio-Démographe*

Direction de l'Administration pénitentiaire

Jocelyne Leblois-Happe, *Professeur à*

l'Université Paul Verlaine de Metz

Yann Le Bras, *Avocat*

Marc Schwendener, *Commissaire divisionnaire*

31-35 rue Froidevaux

75685 Paris CEDEX 14

Tél. rédaction 01 40 64 53 13

Fax: 01 40 64 54 66

E-mail: ajpenal@dalloz.fr

PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Charles Vallée

RÉDACTION

Directeur éditorial

Philippe Weiss

Rédactrice en chef

Marie-Eve Charbonnier

Ont participé à ce numéro

Emmanuelle Allain

Hélène Gacon, *Avocat au Barreau de Paris*

Carole Girault, *Maître de conférences à Evry*

Martine Herzog-Evans

Cédric Porteron, *Avocat au Barreau de Nice*

Pascal Remillieux

Gildas Roussel

Guillaume Royer

Claire Saas, *Maître de conférence à Nantes*

Secrétaire de rédaction

Marie-Anne Sebbar

ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITÉ

Responsable marketing: Véronique Prugniaux

Relations clients: Marie-Hélène Tylman

Revue mensuelle (11 numéros par an)

BP 150, 94 208 Ivry-sur-Seine CEDEX

Tél. : 0 820 800 017 (0,12 € TTC / min.)

Fax: 01 40 64 89 92

Prix de l'abonnement 2007 (1 an)

France: 145 € TTC

Étranger: 161 € TTC

Prix au numéro: 16 € TTC

ISSN 1762 - 8407

N° CPPAP 1110 T 83884

Imprimerie Chirat 42 540 Saint-Just-la-Pendue

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3 956 040 €

Siège social: 31-35 rue Froidevaux - Paris 14e

RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098

Code APE: 221 A - TVA: FR 69 572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

ÉDITORIAL 467

ACTUALITÉS 470

DOSSIER 473

La LOLF : réduire les coûts et améliorer la qualité de la justice

- Politique criminelle et nouvelle économie du système pénal
par Jean-Paul Jean 473
- La LOLF : principes directeurs et mise en œuvre dans l'institution judiciaire
par Eric Vaillant 481
- La LOLF : un levier pour la maîtrise des frais de justice
par Didier Marshall 486
- Le Service administratif régional de la Cour d'appel de Paris et la mise en œuvre de la LOLF
par Agnès Fontana 491
- Les indicateurs de performance de l'Administration pénitentiaire
par Pierre V. Tournier 496

JURISPRUDENCE 500

ARRÊT DU MOIS : CEDH, 24 OCT. 2006 500

Pénal général

ERREUR SUR LE DROIT

- Construction sur un site classé : l'autorisation municipale ne permet pas d'invoquer l'erreur sur le droit
Cass. crim., 12 sept. 2006 502

IMMUNITÉS

- Immunité de juridiction pour les fonctionnaires de l'OCDE
Cass. crim., 6 sept. 2006 502

RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

- Substitution de la responsabilité civile de l'Etat à celle de l'enseignant auteur d'infraction pénale
Cass. crim., 20 sept. 2006 503

VEILLE

ACTION PUBLIQUE

- L'extinction de l'action publique s'oppose à ce que les mêmes faits reçoivent une autre qualification, *Cass. crim., 26 sept. 2006* 504

SURSIS

- Le sursis n'est pas applicable aux amendes des quatre premières classes
Cass. crim., 31 oct. 2006 504

Infractions

ABUS DE CONFIANCE

- Affectation non conforme d'agents municipaux et détournements frauduleux
Cass. crim., 13 sept. 2006 504

FRAUDES ET FALSIFICATION

- Applicabilité directe d'un règlement communautaire interdisant les coupages de vins d'appellation contrôlée
Cass. crim., 10 oct. 2006 505

VOL

- La personne qui soustrait son dossier à son avocat ne commet pas nécessairement un vol, *Cass. crim., 20 juin 2006* **505**

VEILLE

CONSTRUCTION - URBANISME

- Perception illégale de fonds suivi d'un abandon des travaux : calcul des dommages et intérêts, *Cass. crim., 12 sept. 2006* **506**

- Le procès-verbal d'infraction en matière de construction n'a pas à respecter de formes précises, *Cass. crim., 10 oct. 2006* **507**

ESCROQUERIE

- Vente avec faculté de reprise : de strictes conditions à respecter *Cass. crim., 25 oct. 2006* **507**

USURPATION

- Un titre sportif, même non usurpé, ne doit pas être utilisé après une réforme restreignant l'obtention de celui-ci, *Cass. crim., 10 oct. 2006* **507**

Procédure pénale

ÉTRANGER

- Interprète, qui êtes-vous exactement ? *Cass. 1re civ., 30 oct. 2006* **507**

FRAIS ET DÉPENS

- Le juste prix des écoutes téléphoniques *Cass. crim., 19 sept. 2006* **508**

NULLITÉS DE PROCÉDURE

- Vers une meilleure protection des personnes impliquées au cours d'une procédure concernant des tiers *Cass. crim., 6 sept. 2006* **509**

PREUVE

- Loyauté et provocation policière à l'infraction *Cass. crim., 9 août 2006* **510**

TÉMOIN

- Autorité de la chose jugée de l'ordonnance du président de la chambre de l'instruction dans le contrôle de la nullité de l'audition du témoin anonyme *Cass. crim., 12 juill. 2006* **511**

VEILLE

ACTION CIVILE

- L'évaluation du préjudice subi par une famille doit être individualisée et non pris globalement pour le foyer *Cass. crim., 26 sept. 2006* **512**

APPEL

- La partie civile déclarée irrecevable qui ne forme pas appel ne peut pas être entendue par la cour *Cass. crim., 20 sept. 2006* **512**

CHAMBRE DE L'INSTRUCTION

- La chambre de l'instruction peut statuer sur tous les chefs de poursuite résultant de la procédure *Cass. crim., 31 oct. 2006* **512**

DROITS DE LA DÉFENSE

- La défense a toujours la parole en dernier... même devant la juridiction de proximité *Cass. crim., 18 oct. 2006* **512**

Exécution des peines

PEINE

- Une suspension médicale de peine suspendue... à l'obtention d'un hébergement *Trib. appl. des peines de Créteil, 24 oct. 2006* **512**
- Relèvement d'une période de sûreté préalable à la recevabilité d'une demande de libération conditionnelle *Trib. appl. des peines d'Arras, 10 nov. 2006* **513**

ABUS DE BIENS SOCIAUX

- Élément constitutif
 - Détournement 504

ACTION CIVILE

- Préjudice personnel
 - Réparation intégrale 512

AMNISTIE

- Effet
 - Poursuite sous une autre qualification 504

APPEL

- Recevabilité
 - Partie civile - Intervention 512

CHAMBRE DE L'INSTRUCTION

- Étendue de la saisine
 - Autres crimes ou délits 512

CONSTRUCTION

- Abandon de travaux
 - Perception anticipée de fonds par le constructeur 506

Permis de construire

- Forme du procès-verbal d'infraction 507

CONTRÔLE D'IDENTITÉ

- Régularité 509

DROITS DE LA DÉFENSE

- Audience
 - Ordre de parole - Prévenu 512

ERREUR SUR LE DROIT

- Condition
 - Information erronée - Croyance légitime 502

ESCROQUERIE

- Élément constitutif
 - Faculté de rachat 507

ÉTRANGER

- Zone d'attente
 - Interprète - Agrément 507

FRAIS DE JUSTICE

- Écoutes téléphoniques
 - Coût - Appréciation souveraine des juges du fond 508

Maîtrise

- LOLF 486

FRAUDE

- Vin
 - Manipulation - Coupage viticole 505

IMMUNITÉS

- Immunité de juridiction
 - Fonctionnaire de l'OCDE 502

LOLF

- Économie de la justice
 - Qualité de la justice 473 (dossier)

- Frais de justice 486 (dossier)

Indicateurs de performance

- Administration pénitentiaire 496 (dossier)

- Principes directeurs 481 (dossier)

Mise en oeuvre

- Service administratif régional 491 (dossier)

NULLITÉS DE PROCÉDURE

- Intérêt à agir
 - Tiers 509

PEINE

- Période de sûreté
 - Relèvement 513

Suspension médicale de peine

- Condition - Logement 512

PREUVE

- Loyauté
 - Provocation à l'infraction 510

PRISON

- Détenu handicapé
 - Conv. EDH - Traitement dégradant 500

SURSIS

- Contravention
 - Amende 504

TÉMOIN ANONYME

- Audition
 - Contrôle de la validité 511

USURPATION

- Usurpation de titre
 - Judo - Autorité compétente 507

VOL

- Élément constitutif
 - Soustraction frauduleuse d'un dossier - Avocat 505